

extérieures? Peut-on savoir si des consultations ont eu lieu entre les États-Unis et le Canada avant les récents entretiens du président Kennedy et de M. Gromyko au sujet du Laos? Est-ce à la suite de ces conversations qu'il est question d'inviter le Canada à continuer de participer aux forces de trêve?

**L'hon. Howard C. Green (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Non, monsieur l'Orateur. Les consultations au sujet du Laos ont été continues entre le Canada et divers autres pays. L'entretien dont il est question entre le président Kennedy et M. Gromyko n'a rien à voir à la position adoptée par le Canada.

PROGRAMMES D'ASSISTANCE AUX PAYS  
SOUS-DÉVELOPPÉS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Walter Pitman (Peterborough):** J'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre nous dirait-il ce qu'il pense de la nouvelle suivant laquelle le Canada insisterait auprès des membres de la conférence pour l'aide et le développement qui se tient à Londres, en vue d'instituer des programmes d'aide répartis sur une plus longue période à l'intention des pays sous-développés? Le ministre fournirait-il à la Chambre tout renseignement qu'il pourrait posséder?

**L'hon. Howard C. Green (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** La délégation canadienne qui comprend des hauts fonctionnaires, ne prend aucune initiative spéciale dans le sens indiqué par le député. On s'attend que certaines propositions soient présentées à la conférence, surtout par la délégation américaine, propositions qui seront examinées et étudiées par la suite par les divers participants. Bien entendu, la délégation canadienne, à son retour, présentera un compte rendu détaillé au gouvernement canadien.

Cette conférence est la quatrième qui réunit le groupe pour l'aide et le développement, formé du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne de l'Ouest, des Pays-Bas, de l'Italie, du Portugal et du Japon. Lorsque l'Organisation de coopération et de développement économiques sera mise sur pied, le groupe pour l'aide et le développement sera absorbé dans la grande organisation et deviendra un sous-comité chargé d'étudier les questions relatives à l'aide. Je crains que la déclaration dont l'honorable député a parlé ne soit que conjectures et qu'elle ne soit pas fondée sur des faits.

**L'hon. M. Pearson:** Puis-je demander au ministre qui dirige la délégation à cette importante réunion?

**L'hon. M. Green:** Le chef de la délégation est M. A. F. W. Plumptree, du ministère des Finances, et le haut fonctionnaire qui représente le ministère des Affaires extérieures est M. A. E. Ritchie.

LE LAOS—DÉCLARATION SUR LA SITUATION  
ACTUELLE

A l'appel de l'ordre du jour.

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, le député d'Assiniboia m'a demandé si le gouvernement canadien avait formulé des observations au Royaume-Uni ou aux États-Unis au sujet des dernières propositions du Royaume-Uni au co-président soviétique. Je désire informer la Chambre que ces derniers mois, le gouvernement s'est constamment tenu en rapport avec le Royaume-Uni, les États-Unis, et d'autres pays, au sujet de l'évolution de la situation au Laos et du rôle qu'une commission de surveillance de la trêve pourrait jouer dans la résolution de la crise. Au cours de ces pourparlers suivis, le Canada a reconnu la gravité de la situation et la nécessité d'une action de la part des pays principalement intéressés, de même que des Laotiens eux-mêmes pour s'acheminer vers une solution pacifique.

Nous sommes d'avis que les parties intéressées devraient s'entendre sur le rôle qu'une commission internationale pourrait être appelée à jouer en vue d'un règlement négocié. Les propositions soumises aux Russes, fruit d'une longue série de consultations, tenaient également compte des circonstances. On avait tenu compte des vues exprimées de temps à autre par le Canada touchant la mission qui pourrait être confiée à la Commission du Laos dans les propositions que le gouvernement du Royaume-Uni a soumises la semaine dernière au co-président soviétique.

CUBA—ARRESTATION ET DÉTENTION DE  
PATRICK WILLIAM GARRARD

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Walter Pitman (Peterborough):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Dirait-il si le gouvernement canadien a pris une initiative quelconque au sujet de Patrick William Garrard, de Vancouver, qui a été arrêté à Cuba et jeté en prison? Je n'ai pas eu d'autres nouvelles à ce propos et j'aimerais savoir si l'ambassade canadienne a pris des mesures à son sujet?

**L'hon. Howard C. Green (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, l'ambassade canadienne à la Havane s'est occupée très assidûment du cas de Patrick William Garrard depuis la détention de ce